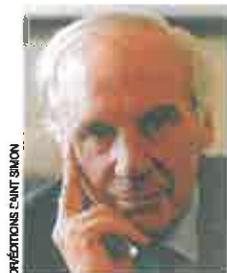


« La presse d'opposition n'existe pas aux États-Unis »

La presse américaine qui appartient aux grandes industries du pays a perdu une bonne occasion de faire son travail avant la guerre en Irak. En effet, les grands médias ont préféré suivre et soutenir les délires patriotiques de Bush. **Un entretien avec Lewis Lapham**



DIVERSIENS / MIT SHION

Lewis Lapham, directeur de la rédaction du *Harper's Magazine*, le grand mensuel littéraire de la gauche new-yorkaise, vient de publier en France *L'Amérique bâillonnée*,

un pamphlet incendiaire sur l'après-11 septembre et la manière dont l'administration Bush a réussi à museler les médias américains et à mettre en danger la démocratie en restreignant les libertés publiques.

La Vie. Les révélations sur les tortures dans les prisons irakiennes ont été diffusées par CBS et le *New Yorker*.

Est-ce le signe que les choses changent ?

Lewis Lapham. C'est bon signe. Mais il faut tout de même rappeler que les informations ont été « offertes » à ces médias et ne proviennent pas d'une enquête d'investigation. Elles sont dues à une fuite, provenant d'un général à l'intérieur même du Pentagone. Quant aux photographies, elles ont été prises par des individus à la manière de clichés de vacances. Une fois mises entre les mains des journalistes, il était difficile de résister à leur publication. Mais que cet épisode change pour autant la nature des grands médias américains, rien n'est moins sûr. Car ce sont de gigantesques entreprises qui ont besoin pour exister de l'accès à l'information gouvernementale. En ce qui le concerne, le Pentagone a fermé toute possibilité d'enquête indépendante ou d'investigation. Rappelez-vous les journalistes *embedded*, enrôlés dans les unités militaires pendant la guerre d'Irak et soumis au bon vouloir des autorités.

Votre critique des médias américains est très sévère avant tout parce que 90 % d'entre eux appartiennent à de grands groupes industriels...

L.L. Ils sont en effet pieds et poings liés à des intérêts commerciaux. NBC, l'un des plus gros réseaux, appartient à General Electric qui se trouve être par ailleurs l'un des plus importants constructeurs d'armement aux États-Unis... ABC est la propriété de Disney, l'usine à divertissement. Quant à la Fox, elle fait partie de l'empire du magnat Rupert Murdoch, ami de Bush.



Rien de neuf depuis *Citizen Kane*, en 1941 : les grands médias pèsent sur l'opinion.

Les journalistes font carrière à l'intérieur de ces entreprises industrielles comme dans n'importe quelle autre : en exprimant peu d'opinions corrosives, en restant politiquement corrects... Depuis le scandale du Watergate, révélé par le *Washington Post*, les Européens ont tenté de garder une image mythique de médias américains. Mais historiquement (Tocqueville en faisait déjà la remarque) nous n'avons jamais bénéficié d'une presse d'opposition très puissante. Il y a eu des épisodes où des journaux modestes ont joué leur rôle de contre-pouvoir par rapport au gouvernement – rien de tel depuis les années 1970...

Comment les images des tortures influencent-elles la campagne électorale ?

L.L. Si John Kerry prenait position pour le retrait des troupes américaines d'Irak, il pourrait en faire le thème central de sa campagne et finalement l'emporter. Mais nous sommes à sept mois de l'élection présidentielle et, jusqu'ici, Kerry a seulement demandé la démission de Rumsfeld et fustigé l'arrogance de l'administration Bush. À mes yeux, le coût ruineux de cette guerre, en terme de vie humaines – autant irakiennes qu'américaines – et les énormes dommages causés à l'honneur de l'Amérique par la politique désastreuse du Pentagone sont de raisons largement suffisantes pour voter contre Bush et le chasser du pouvoir.

Pourquoi les critiques du Président, bien que graves, ne sont devenues pas devenues l'opinion publique américaine ?

L.L. Les médias ont vraiment manqué l'occasion de faire leur boulot au bon moment : avant que les troupes amér.

caines débarquent en Irak. Même à l'intérieur du clan républicain, quelques voix s'enhardissaient pourtant à dire que l'opération tout entière était basée sur du vent... Mais les grands médias ont préféré suivre l'administration Bush dans ses délires patriotiques. Et le gouvernement est actuellement très habile à utiliser à fond les images de la décapitation de l'otage américain pour réanimer la haine de ses concitoyens envers les terroristes. Cette dernière atrocité va excuser les photos de torture : « *Nous déplorons chez nous quelques brebis galeuses mais regardez comme les islamistes font bien pire !* » Sans parler des geôles du Moyen-Orient, au Caire, à Damas ou à Téhéran, où les prisonniers sont couramment torturés – ce qui est vrai. Voilà ainsi tous nos péchés allégés. La démonstration est redoutable.

Le premier pas pour revenir à une vraie démocratie n'est-il pas d'abord de quitter l'Irak ? L.L. Je pense en effet que la protection des intérêts militaro-industriels est une des plaies du régime Bush. Notre économie s'appuie sur un état de guerre permanent. Nous n'avons d'ailleurs pratiquement pas cessé d'être en guerre depuis les années 1940. Peu encline à la démocratie, l'équipe au pouvoir penche vers un État autocratique qui se définit par l'ordre plutôt que par la liberté, et fonctionne d'une manière très opaque. Ce serait donc une bénédiction si John Kerry pouvait faire du débat irakien le cœur de la campagne et surtout redéfinir la notion de sécurité nationale qui, selon moi, n'a pas seulement à voir avec le militaire, mais aussi avec des enjeux comme la santé, l'éducation, le salaire minimum, etc. L'administration Bush s'est embarquée en Irak en partie pour démontrer son pouvoir écrasant lié à la suprématie militaire américaine. Au lieu de cela, elle démontre sa faiblesse. Nous vivons dans un monde où la puissance de feu de douze divisions de Marines ne fait pas le poids face à l'indignation suscitée par certaines images – comme celle des prisonniers torturés – sur un écran de télévision. Nous avons oublié le Vietnam...  Propos recueillis par Marie Chaudey

(1) *L'Amérique bâillonnée*, par Lewis Lapham, éditions Saint-Simon, 15 €.

La Vie

20 mai 2004